

*Initiatives parlementaires*

En ce qui concerne leur état de santé, je voudrais vous présenter quelques faits troublants qui ne font que réaffirmer mon désir, et celui de mon collègue, de voir le gouvernement du Canada prendre l'initiative pour régler ces questions très importantes.

En 1977, le nombre d'autochtones qui entraient à l'hôpital à cause d'infections et de maladies parasitaires était environ sept fois supérieur à la moyenne nationale. Par rapport à la moyenne nationale, le taux de mortalité des nouveaux-nés était deux fois plus élevé chez les autochtones et quatre fois plus élevé chez les Inuit. Le taux de mortalité des enfants autochtones âgés de un à quatre ans était presque trois fois plus élevé que celui des enfants non autochtones du même âge.

Voici un fait plus qu'évident que les députés devraient connaître: en 1981, la moitié des autochtones faisaient partie de la population active, mais leur revenu moyen était inférieur des deux tiers à celui des non-autochtones.

D'après un article paru en 1989 au sujet des problèmes alimentaires des mères et des enfants autochtones au Canada, le fluor est absent de l'eau potable de la plupart des localités autochtones et doit être distribué pour combattre les problèmes dentaires qui sévissent dans certaines régions partout dans leurs localités.

Je pourrais continuer indéfiniment à citer des faits à l'appui de ma thèse, à savoir que les autochtones canadiens font face à de grands problèmes socio-économiques, et tellement graves qu'ils exigent une réponse globale immédiate et efficace de la part du gouvernement du Canada. Il est inacceptable que ce dernier prenne prétexte des restrictions budgétaires et du respect des compétences provinciales pour ne pas proposer une solution globale. Si c'est ce que pense le gouvernement actuel, je crois qu'il manque à ses responsabilités, car il doit répondre aux besoins des Canadiens et spécialement des autochtones.

N'importe quel gouvernement devrait se donner pour priorité de prendre des mesures spéciales pour remédier aux problèmes scolaires des jeunes autochtones. Ce devrait être une priorité pour tous les gouvernements; les autorités fédérales, provinciales et même municipales devraient assumer une partie de cette responsabilité. Le gouvernement du Canada répond qu'il se peut qu'il y ait

un problème, que s'il y en a un il manque d'argent, ou pis encore, de volonté pour chercher une solution globale.

Il y a donc, tout d'abord, le manque des ressources financières. En deuxième lieu, et c'est plus important l'absence de volonté politique pour trouver une solution globale aux nombreux problèmes que j'expose ici et que j'ai déjà exposés, surtout pendant le débat sur la situation des garderies. Le gouvernement du Canada se soustrait à ses responsabilités en n'exerçant pas sa compétence, son autorité législative et sa volonté politique pour proposer une solution complète.

En matière de garderies, le gouvernement a renié ses promesses et il n'a pas su montrer la voie à suivre. Cela est clair. De nombreuses localités autochtones un peu partout dans le pays ont désespérément besoin de plus de places pour que les enfants autochtones reçoivent des soins de garde de qualité. Le gouvernement a répondu qu'il affecterait plus de 60 millions pour régler le problème. Cependant, en avril de l'année dernière, le ministre des Finances, avec la complicité du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, a réduit le budget de 60 millions de dollars.

J'ai fait le tour des collectivités autochtones du pays, malheureusement pas aussi souvent que je l'aurais voulu. Je suis même allé dans la circonscription de mon collègue. Dans ces collectivités, les besoins sautent aux yeux. Le besoin n'est pas seulement quelque chose qu'on lit dans un document. Ce n'est pas une théorie, si vous voulez, formulée par les scientifiques de l'Université Mount St. Vincent, à Halifax, de l'Université de Toronto, de Winnipeg, de Calgary ou de Vancouver. C'est un besoin réel qu'ont les gens. On répond: «Nous n'avons pas d'argent. Pas de volonté politique. Pas de réponse. Désolé.»

Ces réponses venant des banquettes ministérielles laissent très peu de choix aux Canadiens. Si le gouvernement ne s'attaque pas aux réels problèmes sociaux et économiques des jeunes autochtones, les gens perdront immédiatement espoir, mais, ce qui est plus grave, ils perdront foi dans les institutions qu'ils ont appuyées au cours des années.

Le Parlement est-il paralysé? Sommes-nous inefficaces au point que nous ne pouvons pas faire profiter les jeunes autochtones des largesses du gouvernement? Sommes-nous si préoccupés par nos chèques de paie, notre bien-être personnel, que nous ne pouvons pas voir